



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N4 MAI 2017

www.etudes-fiscales-internationales.com/
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite](#)

Un homme politique considère la prochaine élection !
Un homme d'état considère la prochaine génération !
(Winston Churchill)

[Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

La LETTRE EFI du 29 MAI (1).pdf

Pour placer dans votre dossier 'les lettres d'EFI' sur votre bureau

MINEFI les décrets d'attributions

Deux ministres de plein droit s'occupent respectivement de l'Economie et du Budget au lieu d'un ministère des Finances auquel serait rattaché un secrétaire d'Etat au Budget. En tant que ministre de l'Economie, [Bruno Lemaire mettra en oeuvre la politique du gouvernement](#) « en matière économique, financière, de consommation et de répression des fraudes ». Alors que certains s'étonnaient de ne pas voir l'industrie et les PME dans les intitulés des ministères, ces deux portefeuilles ont logiquement atterri entre les mains de Bruno Lemaire. La surprise vient plutôt du fait qu'il aura la tutelle de la direction de la législation fiscale.

C'est donc lui qui aura principalement la main sur la politique fiscale. En revanche, son collègue de Bercy, [Gérald Darmanin prend sous sa coupe la direction générale des finances publiques](#), en charge notamment de déployer le prélèvement à la source

Un symbole ???

La première visite du ministre des comptes a été pour les « agents de TRACFIN !!

Réforme de l'ISF ?

Une des pistes de réflexion serait un ISF régional – et non plus d'état assis sur une valeur locative nette d'endettement des immeubles à valeur élevée comme l'avait proposé R BARRE

[l'actualité remet en piste le rapport de R Barre sur l'imposition de la fortune sa conclusion en 1978 déjà était de bon sens.](#)

"le risque existerait d'autre part que, dans la difficile conjoncture actuelle, l'activité de la construction, le progrès de l'agriculture, les coûts de production des entreprises industrielles, artisanales et commerciales, le développement du marché financier, soient affectés par les contrecoups financiers et psychologiques de l'existence d'un tel impôt

Le projet de politique sociale de Trump par Valérie Von Graffenried (vov)

Rapport d'activité 2016 du ministère de l'Economie et des Finances –du 05/05/2017

Un grand oubli : les résultats du contrôle fiscal 2016
Seront t ils présents dans l'audit des finances publiques en préparation avancée mais discrète

de la fiscalité comparée en ligne par pwc

Worldwide Tax Summaries Online
Corporate and individual taxes in over 150 countries worldwide

LES STATS de la DGFIP DE 2014

Ces documents, peu connus, sont un fantastique outil d'analyse politico fiscale d'une partie (30%) de nos prélèvements obligatoires et peuvent préfigurer des réformes techniques envisageables

Le Haut Conseil des finances publiques

Avis n°2017-1 relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité pour les années 2017 à 2020

L'évaluation des recettes fiscales d'état pour 2017

Leur montant 300 MME soit 15% du PIB versus 500 MME pour les PO Sociaux

Les résultats du contrôle fiscal de 2007 à 2015

(source le bleu parlementaire)

la liste des états –état par état- appliquant la convention d'échange automatique

UE et OCDE : leurs pouvoirs sont ils concurrents ou complémentaires ?

I assistance administrative des droits de la défense devant la CJUE (13 mai 2017)	3
Assistance internationale et droits de la défense Luxembourg	3
Assistance fiscale internationale et droit de la défense : la suisse	3
SUISSE assistance administrative sur la base de données volées: oui et non (maj)	4
UBS :la demande d 'assistance de la France suite	4
Assistance fiscale l'UBS se rebelle contre les autorités fédérales	4
.G TELL se réveille t il?	4
SUISSE : la demande groupée des Pays Bas est acceptée (TF 16.09.16)	5
Assistance administrative et droits de la défense : FRANCE	5
Résidence fiscale : Attention au nomadisme fiscal	5
Retraite et domicile fiscal Cass 26 avril 2017	6

Assistance fiscale internationale et droits de la défense

convention d'assistance administrative fiscale OCDE:

Article 21 - Protection des personnes et limites de l'obligation d'assistance 1. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme limitant les droits et garanties accordés aux personnes par la législation ou la pratique administrative de l'État requis.

Le site de l'OCDE sur cette convention modele

List of the jurisdictions participating in the convention

La libération totale et sans responsabilité de la circulation des capitaux peut entraîner une aggravation de l'évasion fiscale internationale. Les états cernaqués par le G20 ont donc développé les mesures d'assistance fiscale sur demande, spontanée et automatique
La question se pose pour savoir si de telles demandes peuvent être contraires à d'autres principes fondamentaux de nos démocraties tels que le respect de la vie privée ou l'égalité

Le premier a avoir analysé cette question est notre ami **Fabrice GOGUEL** dans un article timidement publié en 1999 mais toujours d'actualité

**[Assistance fiscale internationale et droits de la défense
Fabrice GOGUEL , avocat au Barreau de Paris \(1999\)](#)**

**[l'assistance administrative des droits de la défense
devant la CJUE \(13 mai 2017\)](#)**

**[Arrêt de la Cour de justice dans l'affaire C-682/15
Berlioz Investment Fund](#)**

Les juridictions d'un État membre peuvent contrôler la légalité des demandes d'informations fiscales adressées par un autre État membre Ce contrôle se limite à vérifier si les informations sollicitées n'apparaissent pas, de manière manifeste, dépourvues de toute pertinence vraisemblable avec l'enquête fiscale concernée

[Assistance internationale et droits de la défense Luxembourg](#)

Dans un arrêt du 17 décembre 2015, concernant une demande d'assistance administrative déposée par la France, la cour administrative du Luxembourg a posée à la CJUE différentes questions notamment sur la compatibilité des sanctions en cas de refus de coopération avec la charte européenne des droits de l'homme

[Luxembourg//la pratique de l'échange de renseignement
Loi du 25 novembre 2014 prévoyant l'échange d'information en matière fiscale
Arrêt de la cour administrative du 17 décembre 2015](#)

[Assistance fiscale internationale et droit de la défense : la suisse](#)

SUISSE Obligation d'informer les personnes recherchées

Berne, 26.09.2016 - La Suisse franchit une nouvelle étape en matière de coopération fiscale internationale. Elle a déposé aujourd'hui à Paris auprès de l'OCDE les instruments de ratification de la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (Convention sur l'assistance administrative) pour une entrée en application le 1er janvier 2017

[Article 14 de Loi fédérale sur l'assistance administrative internationale en matière fiscale](#)

[un exemple de recherche par la presse la feuille fédérale du 16 mai 2017](#)

[DFF - Coopération fiscale internationale: la Suisse ratifie la Convention sur l'assistance administrative](#)

SUISSE assistance administrative sur la base de données volées: oui et non (mai)

UBS :la demande d 'assistance de la France suite

La qualité de partie a été reconnue à l'UBS dans les procédures d'assistance administrative des autorités fiscales françaises

le communiqué Arrêt du TAF du 25 octobre 2016

Loi fédérale sur l'assistance internationale Lire les exceptions à l'échange Analyse de la loi par l'AFC (Berne)

Dans les procédures d'assistance administrative, le rôle des banques ou des fiduciaires comme détenteurs d'informations se borne en principe à fournir à l'AFC les informations requises au sujet de leurs clients. A ce titre, ces institutions n'ont donc pas le droit de participer à la procédure en tant que partie. Se basant sur trois éléments centraux spécifiques au dossier, le Tribunal administratif fédéral (TAF) a jugé que l'UBS est en l'espèce directement concernée et que la banque a un intérêt propre à être partie présente

Assistance fiscale l'UBS se rebelle contre les autorités fédérales

G TELL se réveille t il?

Rediffusion du 10 juillet 2016

La vache ne connaît la valeur de sa queue que lorsqu'elle la perd.

Un ami d'EFI laitier à VALS (GR CH)

Comme de nombreux amis d'EFI de Suisse l'avaient pressenti Guillaume TELL semble avoir trouvé un héritier en la personne de Sergio Ermotti, le patron d' UBS (cliquez)

En effet les efforts de la SUISSE pour se mettre au niveau de ses voisins de l'Europe d'avant Brexit n' ont apporté aucune contrepartie commerciale :l'accès au marché européen est toujours interdit en dépit des blablablas diplomatiques

La position de l'Europe et de la France –avant le brexit - est machiavélique, au sens historique du mot, affaiblir le système bancaire suisse sans aucune ouverture du marché, alors que les USA sont entrain de devenir la paradis fiscal des non résidents. Pour l'instant les suisses ont été « fair play » mais qu'elle sera leurs réactions lorsque notre génie de la city aura dévoilé son plan d'indépendanceet de refus des contraintes européennes

Nous sommes loin de l'Europe des Libertés des pères fondateurs

Nous sommes rentrés dans l'Europe de la surveillance des citoyens

Dimanche 10 juillet 2016, UBS a lancé une charge sans précédent contre l'entraide fiscale suisse comme nous en a informé notre ami SYLVAIN BESSON dimanche soir ,journaliste au Temps

UBS lance une charge sans précédent contre l'entraide fiscale suisse htm

UBS lance une charge sans précédent contre l'entraide fiscale suisse - Le Temps.pdf

Le patron de la banque, Sergio Ermotti, se plaint du laxisme des autorités fédérales, qui seraient prêtes à livrer les données de milliers de clients à la France. Le cas promet un sévère affrontement juridique entre les plus hauts tribunaux suisses. Et pose des questions sur la sécurité informatique d'UBS

L'interview de SERGIO ERMOTTI dans le SONNTAGZEITUNG

Lire la 10suite

[SUISSE : la demande groupée des Pays Bas est acceptée \(TF 16.09.16\)](#)

[Assistance administrative et droits de la défense : FRANCE](#)

L'administration française a-t-elle l'obligation d'informer le contribuable d'une demande d'assistance administrative ?

[Garanties relatives aux documents et renseignements obtenus de tiers :](#)

[l'équilibre reste d'actualité](#)

[par Nicolas LABRUNE, Maître des requêtes au Conseil d'Etat](#)

[Procédure fiscale : conventions internationales et secret des informations recueillies par l'administration fiscale dans le cadre de l'assistance internationale par des amis d'EFI Eric Meier et Bénédicte Aubert , avocats](#)

L'administration n'a pas l'obligation d'informer le contribuable d'une telle demande SAUF SI elle allonge le délai de prescription jusqu'à la fin de l'année qui suit celle de la réception de la réponse et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle au titre de laquelle le délai initial de reprise est écoulé. Et ce conformément à [l'article L188A du Livre des Procédures fiscales](#) qui dispose que le présent article s'applique dans la mesure où le contribuable a été informé de l'existence de la demande de renseignements dans le délai de soixante jours suivant son envoi ainsi que de l'intervention de la réponse de l'autorité compétente de l'autre Etat ou territoire dans le délai de soixante jours suivant sa réception par l'administration.

Mais nos magistrats sont vigilants du respect du droit de la défense Notamment parce que le droit des poursuites pénales par les autorités de l'état - parquet et ministre des finances est discrétionnaire et peut donc être discriminatoire jurisprudence sur la communication des pièces dans le cadre de l'assistance internationale

[*Lire la suite](#)

[Résidence fiscale : Attention au nomadisme fiscal](#)

Mise à jour mai 2017

[Contrôle de la domiciliation des non résidents](#)

Obligation de dépôt d'une déclaration de revenu pour les non résidents et sanction pour défaut
Les personnes non résidentes en France et qui ont à leur disposition une résidence secondaire doivent faire une déclaration de revenu conformément aux dispositions des [l'article 170 du CGI](#) et [l'article 170 bis du CGI](#). A défaut et en absence de réponse à une mise en demeure, l'administration peut les taxer d'office

[BOFIP du 28 juillet 2016](#)

[CAA de LYON, 2ème chambre - formation à 3, 02/05/2017, 15LY01832,](#)

Par un arrêt en date du 2 mai 2017, la CAA de Lyon se trouvait à un cas, fréquent en pratique, dans lequel l'administration a, préalablement ou parallèlement à la mise en œuvre d'un ESFP portant notamment sur la résidence fiscale française du contribuable, adressé à ce même contribuable plusieurs mises en demeure tendant à ce qu'il dépose en France ses déclarations de revenus relatives aux années contrôlées. Mise à jour février 2017

Précis de fiscalité DGFIP 2017

Accès au CGI et au LPF sur Légifrance

**Accès à la Brochure pratique 2017
(déclaration des revenus 2016)**

Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016

le bilan de la France au 31.12.15.PDF

Ocde les prélèvements obligatoires

Patrick Michaud avocat Paris ,ancien inspecteur des finances publiques

www.etudes_fiscales_internationales.com

24 rue de Madrid 75008 tel 0033143878891 fax 00331 4387606